

MIDI ROUGE ET MIDI BLANC : UNE PROBLEMATIQUE

Cadre régional, problématique nationale : il convient d'entrée, de donner au projet des organisateurs du Colloque « Midi Rouge et Midi Blanc », toute l'ampleur qu'il mérite. Dans le cycle des programmes de recherche et des rencontres scientifiques, à l'approche du bicentenaire de la Révolution, le colloque tenu à Rennes en 1985 sur le thème des « Résistances à la Révolution » nous a déjà montré comment une question fondamentale, en l'occurrence celle du basculement d'une partie des paysanneries dans la Contre-Révolution, pouvait prendre toutes ses résonances, en étant évoquée dans le cadre de la France de l'Ouest, le mieux fait à coup sûr pour l'accueillir. De même, en 1984, les chercheurs grenoblois rassemblés à Vizille à l'occasion d'une exposition sur les Périer, dynastie bourgeoise conquérante, ont-ils légitimement extrapolé au problème des « bourgeoisies provinciales à la veille de la Révolution ». Associant décentralisation des initiatives et mise en perspectives larges, ces entreprises contribuent à mettre en place, pièce à pièce, le bâti général des problématiques, ou de l'état des questions, en un mot de la réflexion générale qui sera l'apport essentiel de la recherche à la commémoration de 1789.

Dans ce contexte, la contribution méridionale revendique toute son importance, en prenant pour cible la formation, à partir de la Révolution Française, des options, ou des « tempéraments » collectifs, inscrits ensuite durablement dans l'histoire d'une région. La question s'inscrit dans toute une problématique très actuelle, où l'historien se voit parfois interpellé par le sociologue ou l'anthropologue, lorsqu'on voit G. Le Bras réintroduire cette notion de tempérament pour expliquer les contrastes des « Trois France » (centralisatrice ? familiste ou religieuse ?) dans leur persévérance de longue durée. Toutes notions qui le laissent parfois rêveur, lorsqu'il apprécie sur quelles bases elles sont établies par référence au passé. Mais la provocation reste valable et stimulante, renvoyant à un problème essentiel.

On sera tenté de rappeler que la démarche historique ne l'a pas totalement méconnu, il s'en faut. Pour être devenue classique, et parfois contestée, la référence aux *Paysans de l'Ouest* de Paul Bois, n'a pas perdu, au bout d'un quart de siècle, sa pertinence. C'est en partant du paysage contrasté dans un site de frontière (la Sarthe), des options collectives à

l'époque contemporaine, que Bois a expérimenté une procédure d'enquête régressive, qui l'a mené au moment même, sous la Révolution, où le pli a été pris, les positions adoptées durablement. Le modèle explicatif proposé, mettant l'accent sur l'importance de l'accès aux biens nationaux dans un conflit paysannerie-bourgeoisie qui va devenir celui de la Révolution et de la Contre-Révolution, ne semble plus satisfaire pleinement les plus récents historiens de l'Ouest : mais la démarche régressive reste féconde, et n'a rien perdu de sa valeur. On songe, au rang des interrogations qui de près ou de loin s'y rattachent, aux apports décisifs de Maurice Agulhon qui, parti de l'analyse de la crise de 1848 dans un département provençal, le Var, s'est interrogé sur la sociabilité méridionale telle qu'on l'aperçoit dans la dialectique des « Pénitents et Francs-Maçons » au XVIII^e siècle. Un colloque, tenu à Aix dans le cadre du Centre Méridional en 1981, s'est interrogé depuis lors sur la place et le rôle de l'événement, non plus dans une perspective d'histoire traditionnelle, mais bien comme l'événement fondateur, ou « traumatisme » dont il convient d'apprécier le poids durable. Dans une perspective apparemment bien différente, à vrai dire complémentaire, les études sur la mémoire collective, dont la thèse de Philippe Joutard a fondé les bases à partir du site cévenol et du souvenir des Camisards, apportent une visée essentielle, en invitant à analyser les cheminements par lesquels le souvenir se transmet, se modifie, se recrée.

Nous voici ramenés, par ce détour dans l'historiographie, au problème méridional du « Midi Rouge » et du « Midi Blanc », dans un site particulièrement suggestif.

LE MIDI. SITE PRIVILEGIE D'UNE ENQUETE REGRESSIVE

On peut partir, sans mauvaise vergogne, d'un certain nombre de constats, qui apparaîtront d'évidence. Le Midi provençal et comtadin actuel, cadre de cette rencontre, même si certaines communications (M. Peronnet, A. Forrest) taillent plus large, ou invitent à un précieux excursus (en Corse, chez Francis Pomponi), s'affirme, sur les cartes de la sociologie électorale contemporaine, comme une région ancrée « à gauche », avec une remarquable constance. Il n'y a pas d'invariants, en ce domaine, moins encore que dans d'autres, et l'on peut certes, dans l'évolution des dernières décennies, faire état de l'érosion d'une option majoritaire jusqu'à une date récente. Le département du Var a basculé à droite, depuis une décennie au test des grands scrutins nationaux que représentent les élections présidentielles. Mais s'il y a matière à s'étonner, ce serait plutôt d'une remarquable constance, alors même que la société locale a si fortement évolué. Quand Grimaud se projette sur Port-Grimaud, Cogolin sur les Marines de Cogolin, que peut-il rester de l'empreinte des bouchonniers des Maures, qui se soulevèrent en 1851 pour la défense de la République contre le coup d'Etat ?

Ce donné global du Midi Rouge, valable pour toute la période la plus contemporaine, jusqu'à aujourd'hui, ou parfois jusqu'à hier, ne masque pas

l'existence de « microclimats » particulièrement remarquables. On peut évoquer, sans multiplier les exemples, cette « Vendée provençale » (Maillane, Graveson, Eyragues) au pied des Alpilles, qui a maintenu avec une obstination remarquable, au cœur du Midi Rouge, une fidélité à la Provence blanche. Et le Comtat nous fournirait bien d'autres sites – Velleron contre Mazan : pourquoi la différence ? – de continuités remarquables.

Second constat : cette réalité s'inscrit en effet dans la longue durée, ou du moins dans une longue durée relative que l'on peut faire remonter à la seconde République. Les premiers grands scrutins nationaux du suffrage universel en témoignent de 1849 à 1851. Mis à part les foyers du jacobinisme du Centre de la France, c'est dans ces contrées méridionales que la résistance armée a été la plus violente et organisée en 1851. Les travaux de Maurice Agulhon sur le Var, et de Philippe Vigier sur une région alpine qui englobe Basses-Alpes et Vaucluse, ont éclairé cette séquence importante dans le façonnement des traditions politiques du Midi. Mais Maurice Agulhon dans la « République au village » amène aussi à suivre le cheminement qui a conduit, sous la Monarchie censitaire entre 1815 et 48, à ce basculement en apparence inattendu, d'un Midi Blanc ultra-royaliste en 1815, à la révélation de 1848.

Car l'héritage n'est pas le fruit d'une évolution linéaire ou d'une tradition ininterrompue. Des fureurs de la Terreur Blanche lors de la chute du régime impérial à la Monarchie Censitaire, prévaut l'image d'une Provence où les notables légitimistes s'imposent jusqu'à 1830, restant influents ensuite, mais aussi où l'on compte sur l'adhésion des masses populaires urbaines et rurales, dans un monde où monarchie et catholicisme s'appuient mutuellement : « Provençau es cathouli »... L'idéologie et comme la légende de la Provence blanche, qui perdurera longuement, pose ici ses bases, elle imprègnera durablement le discours provincialiste, au temps du félibrige et au-delà.

Mais les fureurs de 1814 renvoient directement à celles de 1795 et de la période directoriale, dont elles ne sont, par certains aspects, que la poursuite un temps comprimée par le retour à l'ordre impérial et consulaire : le parcours régressif nous ramène à l'examen de la période de la Révolution Française porteuse, semble-t-il, de ces vocations contradictoires.

AMBIGUITES ET RICHESSES DE LA SEQUENCE REVOLUTIONNAIRE

Dans l'étude qui reste si largement à faire des jacobinismes provinciaux (le terme étant défini très largement), ou si l'on veut des formes de politisation révolutionnaire, ce Midi représente un site particulièrement privilégié pour une étude de la Révolution violente. Parmi les « modèles » de référence qui commencent à se dégager des études en cours sur les sociétés populaires, par exemple, ou sur les tempéraments politiques, à partir de certains tests comme le serment constitutionnel, le jacobinisme du Sud-Est

ne se confond pas, à coup sûr, avec telle autre expérience, comme celle du Sud-Ouest – autre société, autre Midi – ou comme celle de la France du Centre – de la Nièvre à la Corrèze, foyer d'un certain jacobinisme rural.

La vivacité révolutionnaire d'une Provence largement taillée – annexant le Comtat et partie du Bas Dauphiné, voire associée aux mouvements de la rive droite du Rhône, du Gard à l'Ardèche – s'exprime par toute une série de traits spécifiques.

Le monde rural y tient sa place, très tôt. S'il est une aire où l'adéquation paresseuse et caricaturale villes-révolution, campagnes-contre-révolution est radicalement fautive, c'est bien ici. La Provence rurale entre en Révolution... dès mars et avril 1789, par l'un des soulèvements les plus spectaculaires et organisés de ce printemps chaud où se conjuguent le poids de la crise et l'impact de la campagne de la préparation des élections aux États Généraux. Puis toute une série d'études menées depuis un quart de siècle par les étudiants et chercheurs de l'université d'Aix, ont mis en évidence l'importance trop longtemps méconnue de la grande flambée antinobiliaire du printemps puis de l'automne 1792. Confirmation structurelle de ces manifestations conjoncturelles d'intense mobilisation rurale : quand se met en place le réseau des sociétés populaires, entre 1790 et 1792, le Midi méditerranéen révèle d'entrée une personnalité exceptionnelle avec une densité de clubs très supérieure à la moyenne nationale – plus de 60% et souvent plus de 80% de communes dotées d'une société –, pour une moyenne nationale de l'ordre de 12%.

Cette intense politisation rurale répond à des causes propres à ces campagnes : la réalité du bourg urbanisé, l'héritage d'une tradition de sociabilité, et nous y reviendrons. Mais elle n'est pas sans rapport non plus avec un autre trait de la personnalité méridionale : un leadership urbain également précoce et vigoureux. Je me suis attaché, des années durant, à faire étudier par les équipes des étudiants provençaux les « points chauds » de ces révolutions urbaines, qui s'affirment très tôt épicentres ou abcès de fixation des grands affrontements : Marseille, Aix, Arles, Toulon, Nîmes, Avignon (sans parler de Tarascon, Salon ou Carpentras... !). Un test qui ne saurait être purement anecdotique confirme l'importance ressentie nationalement de ces fureurs urbaines méridionales, c'est celui de l'iconographie. L'estampe, celle des séries gravées ou celle de la presse révolutionnaire très parisiano-centriste, découvre la province à partir des événements de Marseille, ou d'Avignon. Dès la Constituante, les échos répercutés à la tribune de l'assemblée imposent une certaine image du Midi, qu'on le défende ou qu'on le dénonce (parfois les deux successivement chez un Mirabeau ou un Barbaroux). La Provence des foules urbaines mobilisées, parfois massacrées, des sociétés urbaines très tôt coupées en deux – chiffonistes contre monnadiers en Arles, cébets contre patriotes à Nîmes, profrançais contre papalins en Avignon – est aussi l'un des lieux où le mouvement populaire se structure le plus fortement. Lorsqu'on aura enfin les éléments (rêve

aujourd'hui prématuré) d'une étude *provinciale* du mouvement sectionnaire de l'été 1792 à la fin de 1793, on mesurera mieux, là encore, l'originalité du Sud-Est. Telle récente thèse sur Dijon témoigne que les sections n'ont jamais eu de véritable importance dans cette grande ville de province, le cas ne doit pas être isolé dans la France septentrionale hors Paris : on mesure par contraste l'importance des expériences méridionales.

A la rencontre des deux constats précédents, l'histoire du « jacobinisme » méridional nous confronte à un rapport ville-campagne là encore original, où l'effet d'entraînement et toute une dialectique d'échanges et de complexités l'emporte dès le début sur l'image reçue du classique antagonisme monde rural-monde urbain. Nous sommes ici aux antipodes de la France de l'Ouest, des isolats urbains assiégés par la Contre-Révolution des campagnes, ou par les bandes des taxateurs de 1792. Sans multiplier les exemples, on peut évoquer les soulèvements de mars 1789, diffusant leurs manifestations rurales dans l'arrière-pays à partir des épicentres citadins. Marseille, Aix, Toulon, comme l'intense campagne de politisation de l'espace provençal menée par les clubs et les détachements armés (marseillais ou autres) au cours de 1792.

UN CHAMP DE BATAILLE DE LA CONTRE-REVOLUTION

Si le Midi méditerranéen se présente ainsi comme un site privilégié pour l'étude des formes de l'engagement révolutionnaire anticipant parfois sur Paris même (ainsi au printemps 92), ce n'est pas rechercher le paradoxe que de rappeler qu'il offre un site de réflexions également remarquable pour une étude sur les racines, les voies et les cheminements de la Contre-Révolution. Du moins d'un des modèles de Contre-Révolution provinciale, qui n'est pas, nous l'avons dit, mais il faut insister sur de telles évidences, celui de l'Ouest.

Au risque de caricaturer, pour faire bref, je résumerai les traits de cette Contre-Révolution méridionale en quelques constats. Elle est précoce – presque autant que le mouvement révolutionnaire dont elle est le contrepoint, « cristallisée » autour d'un certain nombre d'épicentres et d'événements traumatismes dès 1790 – la bagarre de Nîmes, relayée par les événements d'Arles et plus encore d'Avignon et du Comtat. Elle est enracinée durant cette période dans un réseau de conspirations ici particulièrement développé, qui fait du Midi un des foyers longtemps considéré comme le plus important. Mais cet aspect ne doit pas masquer les autres : une Contre-Révolution à dominante urbaine, même si la réalité du dense réseau de micro-villes ou de villages urbanisés rend difficile d'établir une frontière stricte. C'est dans les cités épicentres du mouvement révolutionnaire que les massacres de l'an III prendront naissance, comme ce sont les grandes villes qui ont été le berceau du mouvement fédéraliste. La Contre-Révolution a certes aussi sa place dans le monde rural, avec ses traits spécifiques, mais ne prend à aucun moment le caractère monolithique et

hégémonique des grandes mobilisations *payannes* de certains secteurs de l'Ouest français.

Troisième trait de ces Contre-Révolutions : leur caractère populaire, entendons leur capacité à mobiliser une part importante du petit peuple des villes et des campagnes. Telle affirmation, en référence aux héritages historiographiques, est à la fois banale et nouvelle. Il ne s'agit pas de renvoyer au cliché forgé du temps de la Provence blanche, du bon peuple provençal, catholique et monarchiste, mais de prendre conscience à la lumière d'études récentes et pour certaines partiellement inédites (M. Vovelle : *Le Sans Culotte marseillais*) du caractère de masse de certaines épisodes tel que le fédéralisme et le mouvement sectionnaire de 93, puis de certains aspects de la réaction thermidorienne. Ce qui conduit à des approches modulées en termes de typologie des attitudes suivant les groupes sociaux ou professionnels (portefaix, commis...) ou les clientèles verticales plus faciles peut-être à analyser dans les microcosmes du village urbanisé que dans l'anonymat des grandes villes.

Plus complexe encore serait le problème du basculement d'une partie notable des bourgeoisies, grandes ou petites, dans la Contre-Révolution, dont le fédéralisme n'a été que l'expression spectaculaire. Pas plus qu'il n'y a un bloc paysan uniformément « blanc » nous ne rencontrons ici de bourgeoisie « bleue » monolithique dans une solidarité renforcée par le danger contre-révolutionnaire. Des notaires de Sisteron, d'Apt ou de Salon, aux grands négociants marseillais, une partie ici des notables a constitué, parfois très tôt, les cadres de la Contre-Révolution, rejoignant le camp de l'aristocratie traditionnelle.

Dernier point, sans craindre d'affronter le reproche de naïveté : cette Contre-Révolution a été ici violente, sans aller jusqu'à la guerre ouverte. Elle est largement sortie des formes de la résistance passive ou de l'opposition larvée : avec une remarquable continuité, du village à la ville, on a l'impression d'un règlement de comptes obstiné et plus d'une fois sanglant, sur la base d'un contentieux souvent précoce, faisant alterner périodes d'hégémonie d'un côté ou de l'autre avec des périodes de tension sévère, conflits urbains et ruraux de 90 à 92, épisode fédéraliste, poussées contre-révolutionnaires de l'an III ou l'an IV... Terreur blanche de 1814. Autant d'épreuves successives où bascule un très fragile équilibre.

Les lignes de force qui ont été ainsi rappelées pour caractériser l'expérience révolutionnaire et/ou contre-révolutionnaire provençale ne doivent pas laisser sur l'image monolithique d'un « tempérament » (mot fallacieux) unique.

Les cartes qui ont pu être dressées à partir d'indicateurs ou de tests sensibles des options collectives (sociétés populaires, serment constitutionnel, fédéralisme, émigration, exécutions de part et d'autre, Terreur blanche) révèlent le contraste marqué de zones de forte mobilisation et de zones sinon

inertes du moins silencieuses. Une bonne partie de la Haute-Provence n'a connu ni le fédéralisme, ni la guillotine... même s'il est caricatural de s'en tenir au contraste Comtat et basse Provence occidentale rhodanienne puis littorale jusqu'à Toulon, Haute-Provence intérieure, l'une perturbée, l'autre passive. Cette géographie trop simple a du moins le mérite de faire apparaître une spatialisation remarquable où les zones de fort engagement révolutionnaire sont en même temps celles de la Contre-Révolution la plus âpre, où le contraste n'est pas essentiellement entre aires révolutionnaires et contre-révolutionnaires mais entre zones passives, et régions d'affrontement parce que le front de lutte passe en fait à l'intérieur des communautés, qu'elles soient urbaines ou rurales.

Constat qui n'interdit pas un certain nombre de localisations géographiques : il y a un Marseille jacobin, celui des sections populaires du nord du Lacydon, et un Marseille fédéraliste, celui des négociants, des allées de Meilhan à la rue de Rome... Comme on peut analyser le cas de la « Vendée provençale » (Maillane, Graveson, Eyragues...) qui s'installe alors à la fin de la période révolutionnaire dans une option de longue durée.

Mais telle micro-région qui se prête assez bien à une analyse du type de celle que Paul Bois appliqua naguère à l'Ouest français sur l'exemple de la Sarthe ne saurait fournir la matrice d'une explication généralisable.

Parler d'une Provence « blanche » à la fin de la Révolution et sous l'Empire est aussi réducteur que de croire à une Provence uniformément jacobine à l'été 92 : dans l'existence de fronts répondant à un équilibre très tendu réside peut-être une partie de l'apparente versatilité du « tempérament » régional, au cœur même de l'épisode révolutionnaire comme dans l'évolution ultérieure qui l'entraîne.

L'épisode révolutionnaire ne nous livre pas une hypothèse explicative simple, ou univoque des tribulations de l'histoire provençale dont nous sommes partis dans notre demande régressive, mais laisse plutôt sur une série de questions ouvertes.

PLUSIEURS QUESTIONS ET QUELQUES AMORCES DE REPONSES

Les contributions rassemblées dans le cadre de la rencontre sur le thème « Midi Rouge et Midi Blanc » permettent de dégager déjà une série de problèmes et de formuler quelques hypothèses de travail.

Elle ne pouvaient éviter le problème des racines, ou si l'on veut de la Révolution avant la Révolution : dans quelle mesure les structures – institutionnelles, sociales, mentales – ou les dynamiques à l'œuvre dans les décennies précédentes offrent-elles des éléments d'explication ? La réponse ne pouvait être que modulée. On détecte certes l'influence d'héritages de longue durée : on connaît, depuis les travaux de Maurice Agulhon, les frayages par lesquels s'est élaborée la sociabilité politique contemporaine en Provence, d'autres études (M. Vovelle, T. Tackett) peuvent introduire à la

compréhension des continuités et du changement dans le domaine religieux, une composante non négligeable du paysage collectif.

A partir de l'approche des conflits, dans l'histoire de longue durée des familles et des communautés, avant, pendant et après la Révolution, on peut s'interroger sur une certaine continuité de la « noise » (pour écrire comme Michel Serre) dans la tradition provençale : ce qui ne saurait masquer toutefois l'importance du saut qualitatif qu'inscrit l'épisode révolutionnaire, en termes de politisation.

De même peut-on s'interroger sur l'influence du particularisme provençal et de son réveil dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, pour apprécier son rôle dans le façonnement des options collectives sous la Révolution. Du provincialisme au fédéralisme ? Il est de vraies et de fausses racines, et Monique Cubells nous invite à faire le départ des unes et des autres.

Au cœur même du procès révolutionnaire, on conçoit que les auteurs aient concentré leurs interrogations sur deux problèmes liés qui ne sont peut-être que deux faces d'un même problème : jacobinisme et fédéralisme. Tant et si bien que l'on peut risquer avec Jacques Guilhaumou et quelques autres le terme paradoxal en apparence de « fédéralisme jacobin » pour caractériser l'une des étapes de la réaction provençale au centralisme révolutionnaire.

L'aventure jacobine d'un Midi un temps aux avant-postes de la Révolution la plus avancée : une impasse, un échec, ou un dérapage du fait des débordements maximalistes que Malcolm Crook semble déceler dans l'évolution toulonnaise ? Reste que cette aventure a posé les bases de toute une option, puis d'une tradition collective... Quant aux contenus du fédéralisme dont l'ambiguïté, comme la diversité d'un Midi à l'autre, d'un moment à l'autre, ont été soulignées tant par A. Forest que J. Guilhaumou, ils présentent bien un chantier ouvert de recherche, où le dernier mot est loin d'être dit. On se trouve renvoyé au problème crucial des élites (des bourgeoisies ?) urbaines et de leur basculement, de leur influence idéologique sur les autres catégories urbaines, influence forte mais non incontestée, devant les résistances d'un mouvement populaire puissant, frayant à sa manière les voies d'une Révolution plébéienne. De même, l'existence d'une paysannerie divisée, fort loin de constituer un bloc homogène, si elle n'a pas été directement évoquée, sinon peut-être à l'occasion à propos du Comtat, représente-t-elle une autre champ essentiel d'interrogations et d'enquêtes ouvertes.

De ces quelques éclairages sur la dynamique propre aux Révolutions provençales ressort, à défaut de conclusion définitive, l'impression que l'épisode révolutionnaire, de par l'intensité même des affrontements auxquels il a donné lieu, est lourd de plusieurs avenir possibles, si l'on se place en 1799 ou en 1814... Provence Blanche, Provence rouge ? A vrai dire les germes des deux traditions sont déjà profondément enracinés.

L'HERITAGE ET LA MEMOIRE

Il était naturel, de par la définition même du thème de cette rencontre, qu'une attention particulière soit portée tant aux héritages qu'à la mémoire de la Révolution dans le Midi, étant entendu qu'un héritage se transmet, et que la mémoire se fabrique ou s'entretient.

Comme la Provence révolutionnaire ne saurait se comprendre sans tenir compte des frayages ou des héritages directs du siècle, voir des siècles précédents, il ne saurait être question de sous-estimer l'importance de l'événement révolutionnaire dans le conditionnement ultérieur des options collectives, dans la longue durée. On la soupçonne massive : reste à voir suivant quels schèmes de transmissions, car les avatars successifs d'une Provence, « blanche » puis « rouge » tels que nous les avons rappelés initialement suggèrent bien que tout schéma linéaire serait réducteur. Puis nous savons depuis les travaux de Philippe Joutard sur un autre Midi, qu'un souvenir, comme un train, peut en cacher un autre, là où l'image idéalisée du Camisard a partiellement occulté la mémoire cependant plus récente des événements de la Révolution Française.

Deux voies s'offrent aux chercheurs pour tenter de prendre sur le fait les mécanismes de la transmission de la mémoire, et son impact sur les options collectives. Matérialiser tout d'abord les continuités réelles, à partir du support familial, en analysant les dynasties, singulièrement dans la classe politique, chez les notabilités municipales du bourg et de la ville, pour y tester les fidélités, ou au contraire les dérives séculaires : c'est ce qui a été tenté dans des sites représentatifs comme Arles ou Apt, par Paul Allard et Pierre Simoni, pour des résultats qui invitent à la nuance. Des continuités familiales bien réelles se dessinent, quitte à faire se succéder au pouvoir descendants légitimistes des vieilles familles royalistes et descendants des notables jacobins. Mais la démographie fait son œuvre réduisant le nombre des héritiers, puis les options s'émoussent en même temps que les conditions économiques et sociales se transforment et que de nouveaux venus apparaissent. A la fin du siècle dernier, le souvenir direct entretenu par les fidélités familiales est loin d'être aboli, mais il est amplement relayé par une mémoire réactivée plus encore par des apports nationaux que par les traditions locales. Toute une pédagogie se dévoile, dès la Restauration, dans le cadre des missions, et d'une pastorale légitimiste, cependant que la seconde moitié du XIX^e siècle voit la diffusion des idées force républicaines, appuyées tant par les manifestations collectives que sont les commémorations, ou les nouvelles acculturations, tant par l'école que par le livre, dans le cadre d'une culture ouvrière qui s'affirme à côté de la tradition des élites.

Dans ces façonnements idéologiques, simultanés ou successifs, le souvenir tient sa place, mais déformé, ravivé parfois, pour prendre les dimensions du mythe. Le fil continu de la mémoire familiale se brise, sans pour cela que le souvenir de la Grande Révolution, exaltée ou honnie en soit

aboli. Des sollicitations collectives – nouveaux « événements traumatisés », tels que la seconde guerre mondiale et la Résistance, réactivent la référence historique.

Tel bilan n'est pas sans laisser quantité de questions ouvertes telles que celle de l'obstination des options collectives ancrées dans un terroir (on songe là encore à la Vendée provençale...) alors même que, de longue date, la transmission directe s'abolit dans un passé imprécis et lointain.

Mais à dire vrai, n'est-ce pas là seulement un des problèmes, parmi d'autres, sur lesquels s'achève cette confrontation stimulante ?

*
**

Nous en avons rencontrés à toutes les étapes, et à tous les niveaux : au cœur même du déroulement de la Révolution méridionale, nous sommes passés de la question devenue classique « Comment naissent les Révolutions », à cette autre... comment tournent les Révolutions ? Comment bascule une option collective, faisant des Marseillais qui montèrent à l'assaut des Tuileries, les représentants symboliques de « l'oligarchie mercantile » que stigmatisait Danton, avant qu'ils ne deviennent un temps les suppôts de la Provence blanche, catholique et royale ? On dira que ce ne sont pas les mêmes et on aura raison...

Au-delà de l'épisode, ancré dans le temps court d'une décennie révolutionnaire, c'est bien également la respiration du temps long de deux siècles qui nous interroge, aussi bien dans les tournants qu'elle révèle que dans des continuités obstinées, dont seule une lente érosion vient à bout. D'où la dernière question, non la moindre, sur la façon dont s'ancrent non seulement le souvenir mais les fidélités.

Il est parfois devenu de bon ton d'opposer à l'histoire de terrain, celle des obscurs tâcherons des chantiers provinciaux qui défrichent leur arpent, une lecture abstraite qui, sans besoin d'injection d'une matière nouvelle reconsidère les dossiers supposés clos.

Une rencontre telle que celle-ci démontre à l'évidence qu'il est possible de concilier la recherche de terrain et une approche fortement problématique, que le choix d'un site aussi personnalisé que le Midi induit en lui-même non seulement toute une série de problématiques, mais des méthodes d'approche associant les confrontations de la géographie historique aux études monographiques ponctuelles en profondeur ; la sociologie et l'étude du discours, comme du travail de l'imaginaire au travers duquel s'élabore une image collective.

Je ne crois pas aux « tempéraments » que certains s'efforcent de ressusciter aujourd'hui dans le cadre complaisant d'une anthropologie « historique », – mais si peu. Je crois à ce patient travail de corrélations, et

de confrontations qui tente de restituer par une démarche véritablement historique un cheminement complexe. Par la richesse même des questions posées et des démarches suivies, le colloque « Midi Rouge et Midi Blanc » prend une place centrale dans la problématique nationale de la Révolution Française aujourd'hui. Au travers des options contemporaines, elle s'impose à ceux mêmes qui ont bien souvent oublié qu'ils en sont les héritiers.

Michel VOVELLE